

Le mois

le mois

LA REVUE NOUVELLE - AVRIL-MAI 2014

Quel esprit ne bat la campagne ? Qui ne fait châteaux en Espagne¹ ?

CRISTAL HUERDO MORENO

« C'est le moment d'acheter en Espagne, pas vrai ? »

« C'est fou les prix et les offres ! Moi, je suis sur un appart dans le Sud, magnifique ! Et puis, là-bas, il fait toujours beau, hein ? »

Voilà ce que l'on peut entendre régulièrement dans la bouche de collègues ou d'amis. Entre rire jaune, sourire gêné ou furieuse envie de faire manger ses niaiserries à l'interlocuteur, l'explication paraît, à l'Espagnol, la voie la plus sage. Quelle situation connaît le beau pays dans lequel ces ingénus rêvent de s'installer à si bon compte ?

Avant la crise, les banques espagnoles prêtaient des sommes importantes aux Espagnols, bien plus importantes que ce qu'ils étaient en mesure de rembourser. Ceux-ci, à l'instar des Belges, ont une brique dans le ventre, mais pas pour les mêmes raisons². À l'époque, les entités financières se voulaient rassurantes : « Si vous n'êtes plus en mesure de payer votre hypothèque, pas d'inquiétude, l'immobilier ne perd jamais de valeur. Dans le pire des cas, vous revendrez, il n'y a pas de soucis à se faire. »

Les Espagnols se sont endettés. C'était si facile, et puis les risques étaient tellement minimes. À tel point que certains ont fait de leur vie une partie de Monopoly.

Quand la crise s'est abattue sur la péninsule, les gens ont perdu leur boulot, leur salaire a été raboté, leurs factures énergétiques ont augmenté et les défauts de paiement se sont accumulés. Les banques se sont alors retroussé les manches et ont entamé le sale boulot : l'heure était venue des saisies de maisons et des expulsions de familles³. C'est alors que les gens ont appris l'existence de mécanismes inconnus d'eux jusqu'alors. Ni le notaire, ni l'agence immobilière, ni la banque n'avaient jugé utile d'attirer leur attention sur le fait que, en cas de défaut de paiement, ils risquaient, non seulement de se retrouver à la rue, mais aussi de devoir continuer à payer leur emprunt⁴. Personne n'avait jugé bon d'ajouter que leurs proches, qui s'étaient portés garants, seraient, eux aussi, en danger.

Si, dans les années 1990 et 2000, les Espagnols se rêvaient en rois du pétrole, il est très peu probable qu'ils auraient docilement posé la tête sur le billot s'ils avaient eu connaissance de ce que ce type de crédit impliquait.

1 La Fontaine, *La laitière et le pot au lait*.

2 Les pensions espagnoles ont toujours été basses. Dès lors, être propriétaire de son domicile était une forme d'épargne pension.

3 Il est à noter que la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg a jugé illégale la loi sur les expulsions en mars 2013.

4 Ce qu'on appelle en espagnol « *deuda de por vida* ».

C'est ainsi que, depuis l'éclatement de la bulle financière, ce sont plus de 350 000 exécutions hypothécaires qui ont eu lieu⁵, condamnant des milliers d'Espagnols à la rue⁶, quand ce n'est pas au suicide⁷. Aujourd'hui, en Espagne, la cruauté et l'inhumanité du marché hypothécaire ne cessent de poser question. Le cynisme et l'amnésie des banques — sauvées par l'argent de l'État, soit celui des Espagnols — laissent sans voix. L'attitude du gouvernement⁸, qui favorise de toute évidence les entités financières, ne cesse d'interpeler en ce qu'il laisse planer le doute d'une collusion entre politique et finances. Ne serions-nous pas face à un braquage en col blanc ?

Dans les premières années de la crise, une majorité d'Espagnols pensait, aidée en cela par les discours culpabilisateurs du gouvernement, que les gens expulsés ne récoltaient que ce qu'ils méritaient. Depuis, cette majorité a été touchée à son tour, directement ou indirectement (des proches, des amis, des voisins expulsés). Dès lors, les arguments simplistes ne passent plus, et c'est un sentiment de solidarité qui voit le jour.

Si bien que les Espagnols se sont peu à peu regroupés autour d'un mouvement, la Plateforme d'affectés par les hypothèques (PAH), présent dans toutes les villes d'Espagne afin d'aider juridiquement et humainement les victimes d'expulsions. Ils sont, par ailleurs, plus de 1 400 000 — soit presque le triple du nombre de signataires nécessaire — à avoir

soutenu une initiative législative populaire, ensuite déposée au Congrès⁹.

Hélas, la surdité et la mauvaise foi dont fait preuve le gouvernement ont contraint les citoyens à recourir à d'autres formes de résistance. D'une part, une solidarité interpersonnelle est née qui a conduit, par exemple, le voisinage à empêcher les forces de l'ordre d'expulser des familles, des pensionnés, des malades ou des handicapés... au risque d'être victime de violences policières. D'autre part, la PAH s'est lancée dans une campagne de manifestations pacifiques devant le domicile ou le lieu de travail des membres du gouvernement et ce, à travers tout le pays. Ces rassemblements, appelés *escraches*, visent à rappeler aux élus qu'ils ont le pouvoir de changer les lois inhumaines, qui précarisent une frange importante de leur population, et les invitent à voter en âme et conscience¹⁰.

Recouvrant subitement l'ouïe, les élus du PP ont opté pour la finesse des arguments et ont opposé les insultes aux propos mesurés des citoyens¹¹. La numéro deux du PP, María Dolores de Cospedal, a comparé *los escraches* à du « nazisme pur » ; tandis qu'Esperanza Aguirre, présidente du PP de Madrid, plus volubile, a qualifié ces pacifistes de « violents harceleurs » qui pensent détenir le monopole des bons sentiments, mais qui sont de simples « épigones despires totalitarismes du siècle passé, telles les jeunesses hitlériennes ou les patrouilles castristes qui tentaient et tentent d'effrayer ceux qui ne se soumettent pas à leurs desseins ». Pour être parfaitement limpide, elle a ajouté que les promoteurs de ces actions étaient à comparer aux membres de

5 Chiffres de la PAH (Plataforma de Afectados por la Hipoteca), 2012.

6 Galerie de photo illustrant le phénomène : <http://bit.ly/1dpeBPC>.

7 Aucune enquête sur les chiffres n'a été commandée par le gouvernement en place, peu désireux, semble-t-il, de mesurer le phénomène. Il est à noter, en revanche, que l'INE relève que le suicide est devenu la première cause externe de mortalité dans la péninsule.

8 À aucun moment, il n'a envisagé de négocier avec les entités financières les maisons, les appartements vides afin de constituer un parc locatif à loyer modéré pour les familles expulsées.

9 Ce texte propose l'adoption de mécanismes de protection des expulsés : dation en paiement, extinction de la dette, moratoire sur les exécutions hypothécaires, occupation de l'immeuble contre un loyer social.

10 Interview de la porte-parole de la PAH et images d'expulsions et d'*escraches* : <http://bit.ly/ONp4ZP>.

11 Les personnes qui recourent à *los escraches* n'ont jamais usé de violences ni physiques ni verbales. C'est d'ailleurs une de leurs forces.

l'ETA qui ont empêché de vivre en liberté les citoyens basques¹². Le sommet a sans doute été atteint lorsqu'un membre du PP, ex-député des Canaries, a promis de distribuer des mandales (*sic*) et d'arracher la tête (*sic*) de ceux qui s'approcheraient de son domicile et d'ajouter : « Les nazis peignaient des étoiles de David sur les murs, en Espagne, ils utilisent des autocollants¹³. » Voilà un gouvernement qui sait parler à ses citoyens.

Alors, s'il est vrai que le soleil brille toujours autant et que la mer est toujours bleue, les autochtones sont moins festifs qu'autrefois ; ils sourient moins, c'est que la morosité les écrase. Et puis, tous ces gens qui mendient dans les rues, habillés comme s'ils sortaient du bureau, ces victimes toutes fraîches de la crise qui s'éternise filent le bourdon. Sans compter toutes ces personnes qui campent dans les rues, sur les places ; ces jeunes révoltés, ces vieux ulcérés qui occupent les trottoirs des banques avec leurs banderoles et leurs thermos de café, ne sont-ils pas le signe de révoltes à venir ?

Une chose est certaine, la morosité ambiante ternit la carte postale idyllique que l'on se fait de la péninsule depuis l'étranger. Il est fort à parier que le touriste prendra moins de plaisir à siroter sa sangria entouré d'un peuple psychologiquement meurtri et matériellement précarisé. Pour reprendre Madame de Sévigné, « Il n'y a qu'à être en Espagne pour n'avoir plus envie d'y bâtir des châteaux ».

■

12 <http://bit.ly/1fa1mNF> et <http://bit.ly/1fXvaP4>.

13 <http://bit.ly/1dGKbmw>.